

DEMANDE DE SUBVENTION 2025

EQUIPEMENTS DE LA PETITE ENFANCE

Plan d'investissement pour l'accueil des jeunes
enfants (PIAJE)

Fonds de modernisation des établissements (FME)



Date limite retour :
30 juin 2025



• Caf du Finistère •
1 avenue de Ti Douar - 29000 Quimper
1 rue Portzmoguer - 29602 Brest Cedex 2

Procédure de dépôt

Les projets de construction ou de rénovation d'Etablissement d'accueil du jeune enfant (EAJE), Relais petite enfance (RPE) ou de Maison d'assistants (es) maternels(es) (MAM) doivent s'inscrire dans une démarche concertée avec les autres acteurs du secteur de la petite enfance.

Il vous est donc demandé de prendre systématiquement contact avec **le conseiller technique de votre territoire pour lui présenter le projet**. Cette étape de diagnostic préalable a pour objectif d'apprécier l'opportunité du projet et le cas échéant de vous conseiller au mieux sur l'offre de service et les besoins du territoire.

Aussi, pour contacter au préalable le conseiller technique de la Caf du Finistère puis transmettre votre demande complétée, datée et signée jusqu'au **30 juin 2025** dernier délai, vous pouvez envoyer un mail à l'adresse ci dessous selon le territoire d'implantation du projet :

NORD

territoire-nord@caf29.caf.fr

Brest Métropole
Pays d'Iroise
Pays des Abers
Lesneven Côte des Légendes
Haut-Léon Communauté
Morlaix Communauté
Pays de Landivisiau
Pays de Landerneau Daoulas

SUD

territoire-sud@caf29.caf.fr

Presqu'île Crozon Aulne maritime
Pleyben-Châteaulin-Porzay
Douarnenez Communauté
Cap Sizun-Pointe du Raz
Haut Pays Bigouden Sud
Pays Fouesnantais
Concarneau Cornouaille Agglomération
Quimperlé Communauté
Quimper Bretagne Occidentale
Haute Cornouaille
Poher Communauté
Monts d'Arrée Communauté

La demande d'aide financière en 4 étapes

- ⦿ Le partenaire (promoteur) formule sa demande en adressant à la Caf une lettre d'intention ou le dossier complété ci joint
- ⦿ La Caf adresse au promoteur un accusé de réception avec ou sans une demande de pièces complémentaires
- ⦿ A réception du dossier complet, celui-ci sera présenté lors d'un conseil d'administration ou une instance délégataire
- ⦿ La Caf notifie au promoteur la décision du conseil d'administration ou de l'instance délégataire après validation par l'autorité de tutelle - En fonction de la demande, une convention d'objectifs et de financement sera adressée.

IMPORTANT

➡ Toute demande d'aide financière ne pourra être prise en considération que lorsqu'elle sera dûment complétée, signée et accompagnée de l'ensemble des documents demandés en justificatifs - tout dossier incomplet ou arrivé après la date indiquée ne sera pas examiné, il vous appartient de vérifier la complétude du dossier et sa transmission dans les délais impartis

➡ La décision d'octroyer une subvention est discrétionnaire. Le versement d'une subvention d'investissement n'est donc pas automatique

➡ Tout projet ne doit pas avoir débuté avant la date de dépôt de celui-ci à la Caf, auquel cas, le dossier sera considéré comme non recevable

➡ La Caf 29 ne peut pas financer en totalité un projet, un cofinancement d'au moins 20% est exigé

➡ Le montant de la subvention Caf attribué dépendra des disponibilités financières et du projet

INFORMATI ONS SUR LE PROMOTEUR

Dénomination du promoteur (le financeur du projet) :

Nature juridique :

N°Siret/siren :

Référent du projet :

Adresse + courriel + téléphone :

Nom de la structure bénéficiant du financement :

Adresse de la structure :

INFORMATION S SUR LE PORTEUR DE PROJET (si différent du promoteur)

Dénomination du promoteur :

Nature juridique :

Coordonnées du référent (nom/prénom, adresse, courriel, téléphone) :

INFORMATION S SUR LE GESTIONNAIRE DE L'EQUIPEMENT

Dénomination du gestionnaire :

Nature juridique :

Coordonnées du référent (nom/prénom, adresse, courriel, téléphone) :

BUDGET DE FONCTIONNEMENT GLOBAL DU PROMOTEUR

année :

DEPENSES en €		RECETTES en €	
60 – Fournitures (énergie, entretien, alimentaire ...)		70623 – CAF Prestations de Service	
61 – Services extérieurs (loyers, maintenance, assurances ...)		70642 – Participation des familles et usagers	
62 – Autres services extérieurs (déplacements, frais postaux, services bancaires)		741 – Subvention Etat	
63 - Impôts et taxes (rémunérations brutes et charges patronales)		742 – Subvention Conseil Régional	
64 – Charges de personnel		743 – Subvention Conseil départemental	
65 – Charges supplétives (sauf bénévolat)		744 – Subvention Commune ou Communauté de Communes	
66 – Charges financières			
68 – Dotations (amortissements et provisions)		745 – Subvention ou prêt CAF	
DIVERS 		748 – Autres subventions (à préciser)	
		75 – Produits valorisés	
		76 – Produits financiers	
		78 – Reprise sur provisions	
		87 – Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	
EXCEDENT SUR L'EXERCICE		DEFICIT DE L'EXERCICE	

Type d'équipement pour lequel l'aide est sollicitée

Nature de l'équipement	Nature des travaux Toutes dépenses qui relèvent en comptabilité de la notion d'investissement éligibles au Piaje ou au Fme (cf annexe page 13)
Etablissement d'accueil du jeune enfant financés par la Prestation de service unique (EAJE PSU) <i>Préciser :</i> ☐ Etablissement d'accueil collectif, familial et parental ou ☐ Micro crèche	☐ Création de places nouvelles d'Eaje, sans existence préalable d'un local ou par aménagement d'un local existant non affecté préalablement à un Eaje ☐ Extension d'Eaje existant avec une augmentation d'au moins 10% de places nouvelles (Justifié sur avis ou autorisation du service de la protection maternelle et infantile) ☐ Transplantation d'Eaje sur un autre site avec une augmentation d'au moins 10 % de places nouvelles par rapport aux places existantes pour les Eaje
☐ Etablissement d'accueil du jeune enfant financés par la Prestation d'accueil du Jeune enfant (EAJE PAJE)	☐ Travaux de modernisation de l'équipement sans augmentation de places nouvelles ou inférieure à 10 % par rapport aux places existantes pour les Eaje
☐ Relais petite enfance (RPE)	☐ Création d'un RPE ou d'une MAM ☐ Aménagement d'un local existant pour le transformer en Rpe / Mam non affecté préalablement à cet usage ☐ Extension de MAM existante avec une augmentation d'au moins 10% de places nouvelles*
☐ Maison d'assistants maternels (MAM)	☐ Transplantation d'un Rpe / d'une Mam (*+10%) Pour le RPE, en cas d'extension ou de transfert, préciser si cela s'accompagne d'une extension de la fonction de l'animateur/trice : Animateurs en nombre ETP : -avant transfert/extension : -après transfert/extension : ☐ Rénovation d'une MAM ayant plus de 10 ans d'existence

Description de l'opération

Descriptif de l'opération indiquant les motifs et l'opportunité du projet (joindre le diagnostic au dossier et/ou une note d'opportunité)

◆ Avez-vous déjà bénéficié d'un précédent Plan d'investissement ou d'un fonds de modernisation ? ☐ OUI ☐ NON

◆ Préciser le NOMBRE DE PLACES **avant travaux** : **après travaux** :
Dans le cas d'une rénovation sans majoration de places, les travaux vont-ils nécessiter la fermeture de places ? ☐ OUI ☐ NON si oui, combien ? :

◆ Des places sont-elles réservées pour le personnel d'un (ou plusieurs) employeur (entreprises et assimilées) ? ☐ OUI ☐ NON Si oui, préciser le nombre de places réservées par des employeurs (entreprises et assimilées) :

- ◆ L'équipement est-il situé en quartier politique de la ville (QPV) ou en zone de revitalisation rurale (ZRR) ? ☐ OUI ☐ NON

Une majoration **"gros oeuvre"** est possible pour les Piaje si les dépenses gros oeuvre représentent au moins **30% du global dépenses subventionnables**

-Préciser le **MONTANT DU GROS ŒUVRE** (cf annexe page 13) :

- ◆ Une majoration **"développement durable"** est possible selon critères pour des travaux s'engageant dans une démarche respectueuse de l'environnement. **Le processus de certification devant commencer dès la conception des plans, il est important que cette démarche soit anticipée par le porteur de projet.** Les certificats ou attestations de label serviront de pièce justificative à l'attribution du bonus. Le promoteur a un délai de 12 mois à partir de l'ouverture de l'équipement pour fournir la pièce justificative.

Les travaux s'inscrivent-ils dans une démarche de labellisation ou certification : ☐ OUI ☐ NON

Si oui, préciser le nom et la dénomination du label ou de la certification (cf. annexe page 14) :

Conditions d'occupation des locaux :

☐ Propriétaire ☐ Locataire ☐ Occupant à titre gratuit

☐ Autres, précisez :

Planning d'exécution du programme :

- TRAVAUX : Date prévisionnelle de début des travaux :

Date prévisionnelle de fin des travaux :

- ACQUISITION ÉQUIPEMENT / MOBILIER : ☐ OUI ☐ NON

Date prévisionnelle d'acquisition :

- EN CAS D'ACQUISITION DE TERRAIN OU DE LOCAUX :

Date prévisionnelle d'acquisition :

PLAN DE FINANCEMENT DE L'OPÉRATION

Nom du Projet :

Le coût de cette opération doit être apprécié avec beaucoup de rigueur car aucune réévaluation ne sera possible.

JOINDRE LES DEVIS CORRESPONDANTS

Le budget prévisionnel doit apparaître équilibré. Le montant total des charges et des produits doivent être égaux. La structure des coûts prévisionnels s'entend hors taxe pour les promoteurs qui ont la possibilité de déduire la Tva sur les investissements. A contrario, celle-ci est à compléter toutes taxes comprises pour les promoteurs qui n'ont pas cette faculté.

En outre, le total des subventions ne peut jamais excéder 100% du coût total du projet.

DÉPENSES 2025 en € : <i>à indiquer en HT pour les collectivités territoriales et en TTC pour les associations</i>		RECETTES 2025 en €	
20 – Immobilisations incorporelles			
21 – Immobilisations corporelles			
211 – Acquisition (terrains ou locaux)		108 – Apport du promoteur	
213 - Travaux		1311 – Subvention Etat	
21301 – V.R.D.		1312 – Subvention Conseil Régional	
21302 – Assurance maîtrise d'ouvrage		1313 – Subvention Conseil départemental	
21303 – Honoraires d'architecte		1314 – Subvention Commune ou Communauté de Communes	
21304 – Bureau de contrôle		1315 – Subvention Collectivités publiques	
215 – Installations techniques		1316 – Subvention entreprises publiques	
2183 – Equipement – Matériel informatique		1317 – Subvention entreprises privées	
2184 – Equipement en mobilier		1318 – Autres subventions	
2101 – Imprévus		13184 – Subvention ou prêt CAF	
		13185 – Subvention CNAF	
		164 – Emprunts	
TOTAL DES DEPENSES		TOTAL DES RECETTES	

Coût global de l'opération (préciser HT ou TTC) :

Montant sollicité auprès de la Caf 29 :

DÉCLARATION SUR L'HONNEUR 2025

Cette fiche doit obligatoirement être remplie pour toutes les demandes

Si le signataire n'est pas le représentant légal de l'association, merci de joindre le pouvoir lui permettant d'engager sa responsabilité.

Je soussigné(e) (nom et prénom)

agissant en qualité de

- Déclare que le demandeur ne fait pas l'objet d'une mesure de redressement judiciaire ou n'est pas en liquidation judiciaire (uniquement pour les associations et entreprises) ;
- Certifie que le demandeur a pris connaissance et respecte les principes et valeurs de la charte de laïcité de la Branche Famille, adoptée en septembre 2015, avec ses partenaires ;
- Déclare que le demandeur a souscrit au contrat d'engagement républicain annexé au décret pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ; *(uniquement pour les associations)*
- Certifie exactes et sincères les informations du présent dossier, notamment la mention de l'ensemble des demandes de subventions introduites auprès d'autres financeurs publics ainsi que l'approbation du budget par les instances statutaires ;
- Demande une **subvention d'un montant total de (Ecrire le montant en toutes lettres) :**

Précise que cette subvention, si elle est accordée, devra être versée sur le compte bancaire ou postal de l'organisme :

Nom du titulaire du compte

Banque ou centre :

Domiciliation :

Code Banque/Etablissement

Code guichet

Numéro de compte

Clé RIB / RIP

BIC IBAN

A

le

CACHET ET SIGNATURE du demandeur :

CERTIFIE EXACT

◆ **Pièces justificatives relatives à la qualité du promoteur et/ou gestionnaire**

ASSOCIATIONS-MUTUELLES-COMITÉS D'ENTREPRISE

- ☐ Existence légale
 - Pour les associations : récépissé de déclaration en Préfecture
 - Pour les mutuelles : récépissé de demande d'immatriculation au registre national des mutuelles
 - Pour les comités d'entreprise : procès-verbal des dernières élections constitutives
- ☐ Numéro SIREN/SIRET
- ☐ Attestation de vigilance Urssaf valide de moins de 6 mois
- ☐ Statuts
- ☐ Relevé d'identité bancaire, postal ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly)
- ☐ Capacité du contractant :
 - Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau
- ☐ Pérennité (opportunité de signer) :
 - Compte de résultat et bilan (ou éléments de bilan) relatifs à l'année précédant la demande (si existence de l'association en N-1).
- ☐ Attestation sur l'honneur de probité (*modèle joint*)
- ☐ Délibération du Conseil d'Administration

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - ETABLISSEMENTS PUBLICS

- ☐ Arrêté préfectoral portant création d'un Epci et détaillant le champ de compétence
- ☐ Numéro SIREN/SIRET
- ☐ Attestation de vigilance Urssaf valide de moins de 6 mois
- ☐ Statuts pour les établissements publics de coopération intercommunale (détaillant les champs de compétence)
- ☐ Relevé d'identité bancaire
- ☐ Extrait de la délibération du Conseil Municipal ou du Conseil Communautaire

ENTREPRISES-GROUPEMENTS D'ENTREPRISES

- ☐ Extrait Kbis du registre du commerce délivré et signé par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois
- ☐ Numéro SIREN/SIRET
- ☐ Attestation de vigilance Urssaf valide de moins de 6 mois
- ☐ Statuts
- ☐ Relevé d'identité bancaire, postal ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly)
- ☐ Compte de résultat et bilan (ou éléments de bilan) relatifs à l'année précédant la demande
- ☐ Attestation sur l'honneur de probité (*modèle joint*)

Pièces justificatives relatives à toute demande de subvention PIAJE /FME:

✓ **Le dossier dûment complété, daté et signé et transmettre :**

- Le plan de financement prévisionnel complété incluant les différents postes de dépenses par nature et les recettes prévisionnelles (financements obtenus ou sollicités)
- Le descriptif de l'opération indiquant, notamment les motifs, le lieu d'implantation et son opportunité géographique
- **Les devis des achats et/ou des travaux envisagés :** Pour les devis, une mise en concurrence doit être réalisée et les devis retenus doivent être joints au présent dossier pour toutes les dépenses faisant l'objet de la présente demande – > un document récapitulatif des différents devis retenus devra être fourni
- Déclaration d'intérêts permettant d'identifier les liens de toute nature entre le promoteur, le gestionnaire s'il est déjà connu et le propriétaire du bâtiment et une attestation établie par notaire ou agent immobilier indiquant que le niveau de loyer pratiqué sur le local est conforme au prix du marché pour un bien comparable, ou que le prix de cession du terrain ou du local au promoteur par une personne morale ou physique entretenant un lien d'intérêt avec ce dernier est conforme au prix du marché pour un bien comparable (modèle joint) - > *concerne seulement les associations et entreprises*
- Un justificatif relatif aux conditions d'occupation du terrain d'implantation et/ou conditions d'occupation des locaux (photocopie du titre d'occupation du terrain ou des locaux, certificat de propriété...
- Copie de la police d'assurance garantissant le bien faisant l'objet de la demande d'aide financière.
- Budget prévisionnel de la première année de fonctionnement de la structure financée après réalisation de l'opération et nombre d'actes prévisionnels de la première année de fonctionnement suivant la réalisation de l'opération

En complément :

➔ **Pour les MAM :**

- Les Mam doivent être constituées en personne morale et être détentrices d'un numéro Siret (à fournir)
- Les assistants maternels exerçant leur activité au sein de la Mam doivent participer aux charges locatives des locaux ou participer au paiement du prêt
- Les assistants maternels bénéficient d'agrément délivrés par les services de Protection Maternelle et Infantile du Conseil départemental à titre individuel (à fournir)
- Présenter un projet de fonctionnement et d'accueil de la Mam. Il s'attachera à valoriser les modalités de partenariat avec le Relais petite enfance du secteur et les acteurs du territoire pouvant notamment contribuer au projet pédagogique de la structure
- Signer la charte de qualité des Mam élaborée par la branche Famille
- Avis favorable du projet par le Maire ou Président du regroupement de communes en cas de délégation de compétence (modèle joint)

➔ **Pour les EAJE :**

- Pour les établissements qui accueillent des familles bénéficiant du Cmg « structure », fournir copie de la grille tarifaire modulée en fonction des revenus des familles

ANNEXE 1 – Les 6 composantes des dépenses subventionnables

<u>Foncier :</u>			
Achat de terrain, Achat d'immeuble, Frais de notaire rattachés aux biens relevant de l'opération d'investissement			
<u>Gros œuvre :</u>			
Construction, Extension, Fondations spéciales, Terrassement, Voierie et réseaux divers (VRD) : branchements eaux, électricité, gaz, téléphone	Ravalement, Etanchéité, aire de stationnement, dallages, Démolition,	Couverture, Charpente, Menuiseries extérieures, Volets, Isolation	<u>Energie :</u> photovoltaïque, domotique, récupérateur d'eau,
<u>Aménagement intérieur :</u>			
Menuiseries intérieures, Cloisons, Doublages, Revêtements de sol, Carrelages/faïences, Peintures,	Electricité (courants forts et courants faibles), Plomberie, Chauffage, Ventilation, Climatisation,	Serrurerie, Téléphonie, Sécurité incendie, Signalisation,	Ascenseurs, Baie informatique,
<u>Equipelement simple et particulier :</u>			
<u>Mobiliers :</u> cuisine, bureau, dortoir, locaux annexes (type stockage, entretien),	<u>Petits matériels :</u> vaisselle, informatisation,	<u>Puériculture :</u> poussettes, tables à langer,	<u>Pédagogie :</u> livres, jouets, jeux d'intérieurs et d'extérieurs
<u>Honoraires et Frais administratifs :</u>			
Maîtrise d'œuvre (architecte ou cabinet d'experts), Aide à maîtrise d'ouvrage, Géomètre, Mission Csp (sécurité), Bureau de contrôle, Etudes, Etudes de sol, Frais bancaires, Toutes Assurances.			
<u>Autres :</u>			
<u>Aménagements extérieurs</u> jardins, clôtures, sols extérieurs		<u>Marketing :</u> Communication, Presse, Publication.	

Annexe 2 : liste détaillée et limitative des labels et certificats ouvrant droit aux financements majorés

Liste des labels et certificats attestant de l'ambition d'un projet d'investissement en matière de prise en compte des objectifs de développement durable pour l'application de financements majorés au titre du Plan d'investissement pour l'accueil du jeune enfant

Cette liste est limitative : seuls les labels et certificats qui y sont recensés ouvrent droit aux bonifications visées

Types d'opérations	Zone géographique d'application	Famille de rattachement (si applicable)	Nom du label / certification	Organisme détenteur	Organisme délivreur	Type	Thématique/ domaine
Bâtiments neufs	International	Bâtiment passif - PassivHaus	Bâtiment passif (en neuf)	Passivhaus, Institut de Darmstadt	La Maison Passive (seul organisme habilité en France)	Label	S'intéresse aux éléments sensibles du bâtiment (isolation, ombrage extérieur, fenêtres, ventilation, ponts thermique et étanchéité à l'air).
Bâtiments existants	International	Bâtiment passif - PassivHaus	EnerPHit (en rénovation)	Passivhaus, Institut de Darmstadt	La Maison Passive (seul organisme habilité en France)	Label	Elle s'intéresse aux éléments sensibles du bâtiment (isolation, ombrage extérieur, fenêtres, ventilation, ponts thermique et étanchéité à l'air).
Bâtiments existants et Bâtiments neufs	International (Label suisse)	n/a	Minergie	Association Minergie	Association Minergie	Label	Qualité environnementale
Bâtiments existants et Bâtiments neufs	France	Famille HQE Bâtiment Durable	HQE Bâtiment Durable (HQE-BD)	Certivéa	Certivéa	Certification	Performances environnementales, sociétales et économiques du bâtiment
Bâtiments existants et Bâtiments neufs	Région Bretagne	Collectif Démarches Bâtiments et Quartiers Durables	Bâtiments Durables Bretagne (BDB)	Batylab	Batylab	Label adossé à une démarche globale	Performance environnementale et sociale du bâtiment

Types d'opérations	Zone géographique d'application	Famille de rattachement (si applicable)	Nom du label / certification	Organisme détenteur	Organisme délivreur	Type	Thématique/ domaine
Bâtiments existants et Bâtiments neufs	France	Famille HQE Bâtiment	HQE Bâtiment (HQE-B) - Construction Rénovation ou Exploitation	Certivéa	Certivéa	Certification	Performances environnementales, sociétales et économiques du bâtiment
Bâtiments existants et Bâtiments neufs	France	n/a	Écolo crèche	Association Label Vie	Association Label Vie	Label adossé à une démarche globale	Qualité environnementale et de vie
Bâtiments existants et Bâtiments neufs	France	Famille Labels 'Environnement'	BBCA (bâtiment bas carbone)	Association BBCA	Association BBCA - Certivéa (pour le tertiaire)	Label	Empreinte de carbone (cycle du bâtiment)
Bâtiments neufs	France	Famille Labels 'Environnement'	E+C- (Bâtiments à énergie positive & réduction carbone)	État français	Certificateurs accrédités (Certivéa)	Label	Empreinte de carbone et performance énergétique
Bâtiments neufs	France	Famille Labels 'Environnement'	Effinergie 2017	Association Effinergie	Certivéa	Label	Performance énergétique
Bâtiments existants	France	Famille Labels 'Environnement'	Effinergie Rénovation 2021	Association Effinergie	Certivéa	Label	Performance énergétique
Bâtiments neufs	France	Famille Labels 'Environnement'	Bâtiment Biosourcé	Ministère chargé de l'Environnement (Etat français)	Certivéa	Label	Matériaux biosourcés du bâtiment

ATTESTATION DE PROBITÉ ET DE NON-CONDAMNATION

Je soussigné(e), (nom-prénom)

né(e) le : *[Date de naissance]*

à : *[Lieu de naissance]*

demeurant : *[adresse complète]*

déclare :

- n'avoir été l'objet d'aucune condamnation pénale ni de sanction civile ou administrative de nature à m'interdire de gérer, administrer, diriger ou contrôler une personne morale, ou d'exercer une activité commerciale ;
- n'avoir pas été frappé de faillite personnelle ou d'autre sanction en application du titre VI de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises ou, dans le régime antérieur à cette loi, en application du titre II de la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes.

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

FAIT A

LE

SIGNATURE :

DÉCLARATION D'INTÉRÊT

La branche Famille s'abstient de subventionner toute entité placée dans une situation qui conduirait à dévoyer l'objet des fonds versés.

Dans ce cadre, la présente déclaration vise à prévenir tout risque de dévoiement de la subvention ou de refacturation abusive.

A cet effet, sont déclarés les liens d'intérêts de toute nature entre le demandeur de la subvention et des tiers qui sont de nature à dévoyer ou paraître dévoyer l'usage de la subvention versée.

La déclaration doit être signée personnellement et chaque page doit être paraphée.

Je soussigné(e), (nom-prénom)

représentant de :

Reconnais avoir pris connaissance de la demande de déclarer tout lien d'intérêts direct ou par personne interposée avec les entreprises, établissements ou organismes public ou privé :

- exploitants ultérieurs de la structure financée ;
- entités propriétaires du bâtiment sur lequel elle est implantée.

1. Déclaration des liens matériels, directs ou indirects :

- Le demandeur est-il lié à l'entité propriétaire des murs ? OUI ☐ NON ☐
- Le demandeur est-il lié au gestionnaire ultérieur de la structure ? OUI ☐ NON ☐

Dans l'affirmative, veuillez préciser lesquels, notamment les points ci-après :

- les participations financières directes éventuellement détenues dans le capital du propriétaire ou du gestionnaire ;
- L'appartenance à un même groupe de sociétés que le propriétaire ou le gestionnaire ;
- L'existence d'une gestion commune avec le propriétaire ou le gestionnaire, en particulier une participation aux organes dirigeants du propriétaire ou du gestionnaire ;
- L'exercice d'une activité rémunérée ou donnant lieu à gratification pour le compte du propriétaire ou du gestionnaire, ou au sein de la structure dans le cadre d'une Maison d'assistant maternel.

2. Déclaration des liens familiaux

Le demandeur est-il détenu intégralement ou partiellement par une personne physique entretenant des liens familiaux avec une personne physique qui détient ou gère la personne morale en charge de l'exploitation, ou le propriétaire des murs ?

✓ Dans le cas d'un projet de Mam :

Le demandeur est-il détenu intégralement ou partiellement par une personne physique entretenant des liens familiaux avec un ou plusieurs professionnels ayant vocation à travailler au sein de l'établissement ?

3. Autre lien susceptible de présenter un risque de dévoiement de la subvention versée :

Je soussigné(e), _____ certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements indiqués dans la présente déclaration ;

FAIT A

LE

SIGNATURE :

AVIS

du Maire ou du Président

portant sur la viabilité du projet en Mam

Cet avis est justifié au regard des besoins et de l'offre localement disponible et du schéma de développement le cas échéant conventionné dans le cadre de la Ctg

Je soussigné(e), (nom-prénom)

en tant que :

☐ Maire

☐ Président(e) du regroupement de communes (en cas de délégation de compétence)

de la collectivité de :

dont le siège est situé à :

donne un **avis favorable** au regard des besoins et l'offre localement disponible :

☐ OUI

☐ NON

concernant le projet de :

☐ construction de la MAM sur la commune de sans existence préalable d'un local ou par aménagement d'un local existant non affecté préalablement à cet usage ;

☐ d'extension ou de transplantation d'une MAM existante avec une augmentation d'au moins 10 % de places nouvelles

et dont le promoteur est :

Dans l'affirmative d'un avis favorable, veuillez préciser des **modalités d'accompagnement que la collectivité prévoit pour favoriser la pérennité et la qualité du projet** (*par exemple : mise à disposition de locaux ou de moyens, loyer modéré ou exonération de charges, subvention de fonctionnement, intégration des professionnels dans l'animation locale des modes d'accueil, valorisation de la Mam dans l'offre locale auprès des parents, mise en relation avec les partenaires locaux tels que la crèche familiale, la bibliothèque, etc.*)

Je soussigné(e), _____ certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements indiqués dans le présent avis ;

FAIT A

LE

SIGNATURE